

CCTC – Lot 00 GENERALITES

Commun à tous les lots - (DCE)

Mise en accessibilité PMR

Bâtiments universitaires - Phase 2

Nov. 2025

Damien HELOIN - Chargé d'affaires



✉ Damien.heloin@socotecsmartsolutions.fr

📍 6 AVENUE MARCELIN BERTHELOT
44800 SAINT-HERBLAIN





🔗 socotecsmartsolutions.fr

Table des matières

1	PRESENTATION DU PROJET	3
1.1	INTERVENANTS DU PROJET	3
1.2	CONTEXTE	4
2	RECONNAISSANCE DES LIEUX.....	4
3	QUALIFICATION DES ENTREPRISES	5
4	LIMITES DE PRESTATIONS	5
5	ETABLISSEMENT DES PRIX.....	6
6	PLANS D’EXECUTION.....	6
7	RAPPEL DES TEXTES REGLEMENTAIRES	7
8	CONDITIONS D’INTERVENTION	7
8.1	COORDINATION AVEC LES EXPLOITANTS D’ERP	7
8.2	PROTECTIONS, NUISANCES SONORES ET ENVIRONNEMENT	7
8.3	NETTOYAGE, EVACUATION DES DECHETS ET SECURITE DU CHANTIER	8
8.4	MESURES SANITAIRES (COVID-19)	8
8.5	RESPONSABILITE ENVERS LES TIERS ET ASSURANCES.....	8
8.6	DEMARCHES ADMINISTRATIVES ET EMPRISE SUR LA VOIRIE	8
8.7	HYGIENE, SECURITE ET P.G.C.S.P.S.	8
8.8	ENCADREMENT	9
9	INSTALLATION DE CHANTIER	9
9.1	COMPTE PRORATA	9
9.2	MISE EN PLACE DU CHANTIER ET ORGANISATION DU SITE	9
9.3	PANNEAU DE CHANTIER	10
9.4	CONSTAT D’HUISSIER.....	10
9.5	TAXES ET FRAIS DE VOIRIE	11
9.6	ÉCHAFAUDAGES ET PROTECTIONS.....	11
9.7	QUALITE DES MATERIAUX	11
9.8	NETTOYAGE, REMISE EN ETAT ET GESTION DES DECHETS	12
10	DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES.....	12
11	AMIANTE - PLOMB.....	12
12	RESEAUX ENTERRES	14
13	CONTROLE TECHNIQUE.....	15

1 Présentation du projet

1.1 Intervenants du projet

Rôle	Coordonnées	Représenté par
MAITRE D'OUVRAGE	UNIVERSITE DE TOURS Pôle opérations 	Elodie VAN DEN BOOM Chargée d'opérations ☎ 02.47.36.64.24 elodie.vandenboom@univ-tours.fr
MAITRISE D'ŒUVRE BUREAU D'ETUDE ENERGIE ET FLUIDES	SOCOTEC SMART SOLUTIONS Tillay Building Galilée 6 Av. Marcelin Berthelot 44 800 Saint-Herblain 	Choisissez un élément. Teddy TRAMIER Directeur agence Nantes ☎ 07.52.67.99.64 teddy.tramier@socotecsmartsolutions.fr
BUREAU DE CONTRÔLE	Qualiconsult 22 rue de la Milletière 37100 TOURS 	Stephane DIOGO Chef de groupe CT ☎ : 06.77.16.73.76 stephane.diogo@qualiconsult.fr
COORDONNATEUR SPS	ATAE  Coordination & Sécurité	M. Nicolas PATRY Coordonnateur SPS Région Pays de la Loire ☎ 06.36.31.41.38 npatry@atae.fr

1.2 Contexte

Le projet concerne l'application de la loi du 11 février 2005 qui stipule la prise en compte de tous les handicaps (physiques, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques).

L'opération a pour objet la phase 2 de la mise en accessibilité des bâtiments selon l'Agenda d'Accessibilité Programmé (Ad'AP). Cette phase porte sur la mise en œuvre des années 4 à 9 de l'Ad'AP de l'Université de Tours. Les travaux répondront à l'arrêté du 08 décembre 2014 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées.

L'opération se situe sur les Sites :

- Tanneurs Bâtiment C : Faculté
- Fromont Principal
- Inglessi : Mémorial
- Bâtiment Rapin & Maison Rapin
- Nericault Destouches

L'opération sera réalisée en corps d'état séparé selon l'allotissement suivant :

- Lot 01 : Désamiantage
- Lot 02 : Travaux intérieurs
- Lot 03 : EPMR
- Lot 04 : REMPLACEMENT ASCENSEUR

2 Reconnaissance des lieux

L'entrepreneur devra effectuer toutes les visites qu'il estimera nécessaires afin d'évaluer les difficultés d'accès et les contraintes de toute nature. Il ne pourra invoquer aucune méconnaissance de ces difficultés pour justifier un quelconque retard ou une augmentation des coûts. En plus des indications fournies, il lui incombe de recueillir sur place tous les renseignements essentiels (état du terrain, moyens d'accès, état des infrastructures existantes et des constructions mitoyennes, etc.) pour établir son prix forfaitaire. Aucune demande de supplément financier ne sera acceptée en raison de difficultés d'accès, d'organisation du chantier ou de toute autre contrainte liée au site.

Il est impératif que l'entrepreneur ait une compréhension précise des travaux à réaliser, de leur envergure et de leur nature. En plus des tâches spécifiquement définies dans ce document, les prix devront englober tous les travaux et fournitures complémentaires nécessaires pour garantir l'achèvement complet et parfait des ouvrages, conformément aux normes de l'industrie et à la réglementation en vigueur. Le prix proposé doit être global et forfaitaire, couvrant l'ensemble des prestations mentionnées dans le cahier des charges, sans possibilité de variation ultérieure.

Le C.C.T.P a une valeur indicative et non limitative.

A cet égard, il est spécifié que les travaux étant réglés au forfait, l'Entrepreneur s'engage, par sa soumission, à exécuter pour le ou les ensembles de corps d'état de sa spécialité, tous les travaux et

fournitures, principaux ou accessoires même non détaillés ci-après pouvant être considérés comme indispensables à la réalisation complète du projet, aux règles de l'art et à la parfaite utilisation des ouvrages suivant leur destination.

L'Entrepreneur reconnaissant avoir tenu compte dans sa proposition de prix des observations qui précèdent, ne saurait arguer ultérieurement et se prévaloir d'une erreur ou d'une omission pour ne pas effectuer les travaux et fournir les matériaux nécessaires à l'achèvement total et complet des bâtiments tels qu'ils sont définis ci-après et ce, pour la somme unique à forfait prévue par lui a son marché.

3 Qualification des entreprises

Les entreprises appelées à soumissionner devront justifier :

- De la qualification professionnelle délivrée par l'organisme professionnel de la qualification et de classification du bâtiment et des annexes (O.P.Q.C.B.) et justifier une activité correspondante. (Voir niveau de qualification sur C.P.S.),
- Des références antérieures concernant des lots de même importance pour des chantiers de même nature,
- Qu'elles sont couvertes par une Police émanant d'une Compagnie d'assurance appartenant à la section construction des Compagnies françaises,

En outre, dans leur proposition, les entreprises devront certifier que les ouvrages qu'elles proposent seront construits conformément aux normes, réglementations en vigueur et D.T.U.

4 Limites de prestations

Il est rappelé que l'entreprise du présent lot devra prévoir à sa charge tous les travaux nécessaires à une parfaite exécution de l'ensemble des ouvrages concernant ses prestations.

Les remarques contenues dans les rapports du bureau de contrôle et du coordonnateur SPS devront être incluses dans les offres de l'entreprise.

Les entrepreneurs sont tenus de prendre en compte les limites de prestation de leur lot avec les autres corps d'état, et sont tenus d'informer le maître d'ouvrage sur toute incohérence pendant la phase de consultation. Les erreurs ou omissions signalées après remise des offres ne pourront donner lieu à des dépenses supplémentaires.

Les entrepreneurs ont à leur charge le rebouchage de tous les percements effectués une fois leur passage de câbles, tuyaux, gaines, etc effectué. Ces rebouchages devront être coupe-feu lorsque la réglementation l'oblige et sur demande du MOE et/ou du bureau de contrôle.

VERIFICATION DES OUVRAGES A EXECUTER

Les entrepreneurs sont tenus de vérifier toutes les cotes des ouvrages qu'ils auront à exécuter. En cas d'erreur ou d'omission, ils devront avertir le Maître d'œuvre avant tout début d'exécution, faute de quoi ils en seront tenus pour seuls responsables. Les entrepreneurs ne pourront apporter aucune modification sur une ou plusieurs parties de l'ensemble à réaliser sans consulter au préalable le Maître d'œuvre

RECEPTION DES SUPPORTS

Lorsqu'une qualité de support est nécessaire pour l'exécution de ses prestations, l'Entrepreneur devra, avant tout début de travaux, réceptionner l'ouvrage réalisé par l'Entreprise précédente

En cas de support défectueux au sens du CCTP, l'Entrepreneur devra signaler par écrit ses réserves au Maître d'Œuvre qui constatera et avalidera éventuellement les réserves avant de reporter si nécessaire l'exécution des prestations après remise en état du support par l'Entreprise en cause.

A défaut de réserve et en cas de commencement de travaux l'Entrepreneur est sensé avoir accepté le support et les risques en découlant.

5 Etablissement des prix

La proposition de prix de l'entreprise sera détaillée par type d'ouvrage et sera accompagnée d'une notice descriptive donnant un maximum de renseignements sur les matériaux et matériels proposés, sur le fonctionnement, etc.

6 Plans d'exécution

Les plans d'exécution à charge de l'entreprise seront soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre et, après accord, aux entreprises intéressées. Ils donneront tous les renseignements nécessaires concernant la forme et l'encombrement des ouvrages à poser.

La Maîtrise d'œuvre définit les principes fonctionnels des ouvrages, les plans d'exécution sont à la charge de l'entrepreneur. L'entrepreneur établit à ses frais tous les plans des ouvrages y compris les plans dits d'atelier et de chantier (façonnage et fabrication) avec les nomenclatures correspondantes, les notes de calculs, les détails et épures, les caractéristiques des matériels proposés, tous documents indispensables à la parfaite définition et exécution des ouvrages et à la mise en œuvre coordonnée de l'ensemble des ouvrages impliqués.

Il dressera ces documents à un temps suffisant pour ne pas retarder le déroulement des travaux et les soumettra à l'approbation de la Maîtrise d'œuvre et du Bureau de contrôle auxquels il les diffusera gratuitement. La Maîtrise d'œuvre se réserve le droit de demander à l'entreprise toutes les justifications complémentaires. Il se réserve également le droit de lui faire supporter toutes rectifications ou modifications sur le dossier d'exécution soumis à l'acceptation dans le cas de non-conformité au projet architectural.

L'entrepreneur ne pourra arguer de ces rectifications ou modifications pour motiver un retard dans l'exécution des ouvrages. L'entrepreneur se conformera aux rectifications que la Maîtrise d'œuvre et le Bureau de contrôle jugeront utile d'apporter à ces dessins et en tenir compte dans l'exécution des ouvrages. A cet effet, les travaux ne pourront être commencés sans accord écrit du Maître d'œuvre (VISA avec Avis Favorable)

7 Rappel des textes réglementaires

Les ouvrages faisant l'objet du présent descriptif seront exécutés conformément aux textes suivants :

- Les Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) publiés par le R.E.E.F. comportant :
- Cahier des Charges, Cahier des Clauses Spéciales, Cahier des Prescriptions Communes pour les marchés publics, leurs additifs et les dernières mises à jour,
- Les normes françaises (AFNOR) se rapportant à tous ouvrages constituant les travaux de ce lot,
- Le répertoire des éléments et ensembles préfabriqués du bâtiment (R.E.E.F.),
- Les avis techniques du C.S.T.B. et du GECO pour tous les ouvrages fabriqués,
- Les procès-verbaux d'agrément des matériaux,
- L'ensemble des textes autres que ceux cités ci-dessus, publiés par le C.S.T.B., sous forme de recueils, ainsi que leurs mises à jour respectives,
- Les règlements de Sécurité Incendie,
- L'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, normes et textes applicables aux ouvrages objet du présent lot, publiés au jour de la signature du marché.

8 Conditions d'intervention

S'agissant d'intervention dans des ERP en exploitation, les entreprises devront, avant toute intervention, se rapprocher des gérants ou directeurs des établissements afin d'expliquer des principes de leurs interventions et prendre en compte l'ensemble des contraintes des exploitants (conditions de fermetures, horaires d'intervention, conditions d'accès ...).

L'ensemble des travaux décrits dans le présent document s'entendent comme des prestations terminées, comprenant toutes les sujétions de fourniture et de mise en œuvre inhérente à celles-ci. L'entreprise devra mettre en place toutes les protections nécessaires afin de ne pas dégrader l'existant. Chaque soir, le chantier devra être nettoyé et le bâtiment sécurisé pour éviter tout risque d'intrusion ou d'accident pour les utilisateurs.

8.1 Coordination avec les exploitants d'ERP

- **Information préalable** : Avant toute intervention dans un Établissement Recevant du Public (ERP) en exploitation, l'entreprise doit prendre contact avec le gérant ou le directeur afin de présenter le déroulement des travaux et de convenir des contraintes liées à l'exploitation (horaires, accès, fermetures éventuelles, présence d'étudiants ou usagers, etc.).
- **Affichage et communication** : Un affichage obligatoire doit être mis en place au moins 7 jours avant le début des travaux (et jusqu'à 15 jours si nécessaire) pour informer clairement les usagers et le personnel des perturbations prévues.

8.2 Protections, nuisances sonores et environnement

- **Mesures de protection** : L'entreprise prévoit toutes les protections indispensables pour ne pas dégrader l'existant (bâches, protections d'ouvrages, etc.) et s'engage à limiter les nuisances sonores et l'impact environnemental (réduction des émissions de bruit, gestion des poussières, etc.).
- **Maintien de la circulation** : En toutes circonstances, la circulation piétonne doit être préservée. La sécurité et la signalisation des zones d'intervention sont à la charge de l'entreprise, sans indemnité supplémentaire.
- **Limitation des nuisances** : L'entreprise veille à n'occasionner aucun trouble excessif au voisinage (bruits, vibrations, pollutions diverses). L'ensemble de ces sujétions est réputé compris dans les prix forfaitaires ou unitaires.

8.3 Nettoyage, évacuation des déchets et sécurité du chantier

- **Travaux « terminés »** : Les ouvrages sont réputés livrés complets, incluant toutes fournitures et main-d'œuvre nécessaires, de sorte qu'aucun supplément n'est accordé pour des prestations oubliées ou implicites.
- **Propreté continue** :
 - Chaque soir, le chantier doit être nettoyé, le bâtiment sécurisé (verrouillage, balisage, etc.) pour éviter tout accident ou intrusion.
 - Les gravats doivent être ramassés au fur et à mesure de l'avancement et les installations salies ou dégradées remises en état par l'entreprise.
 - En cas de propreté jugée insuffisante, la Maîtrise d'Œuvre peut faire intervenir un tiers aux frais de l'entreprise défaillante.
- **Gestion des déchets** : L'entreprise assure à ses frais l'évacuation de tous les matériaux et gravats vers des filières agréées, dans le respect de la réglementation environnementale.

Il n'est pas prévu la mise en place de compte prorata et il ne sera pas prévu la mise à disposition d'emplacement pour une benne de chantier. A ce titre, les entreprises devront assurer le stockage et l'évacuation journalière des déchets qu'elles génèrent.

8.4 Mesures sanitaires (Covid-19)

- **Guide OPPBTP** : L'entreprise est tenue de respecter les prescriptions du « Guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie de coronavirus Covid-19 » édité par l'OPPBTP, ainsi que toute autre réglementation sanitaire en vigueur.

8.5 Responsabilité envers les tiers et assurances

- **Dommages aux avoisinants** : L'entrepreneur du présent lot est responsable de tout désordre (éboulements, affouillements, dommages) causé à des ouvrages ou bâtiments voisins, si la preuve est apportée que ces désordres résultent de ses interventions.
- **Assurances** : L'entreprise doit souscrire, à ses frais, toutes les polices d'assurances nécessaires (Responsabilité Civile, Dommages, etc.) et fournir une attestation de sa compagnie d'assurance à l'appui de son offre.

8.6 Démarches administratives et emprise sur la voirie

- **Autorisations préalables** : L'entrepreneur, sans injonction particulière du Maître d'Œuvre, doit effectuer toutes les démarches d'autorisation nécessaires (sociétés concessionnaires, services administratifs, etc.) pour le bon déroulement du chantier.
- **Occupation du domaine public** : Si une emprise sur la voirie (pose de bennes, palissades, goulottes, etc.) est requise, les frais et les droits associés sont à la charge de l'entreprise. Elle doit également veiller à la sécurité des piétons et au maintien de la propreté de la voie.

8.7 Hygiène, sécurité et P.G.C.S.P.S.

- **Réglementation** : La réalisation des travaux est soumise aux dispositions légales relatives à la sécurité et à la protection de la santé (Loi 93-1148 du 31/12/1993, Décrets 94-1159 du 26/12/1994 et 94-453 du 04/05/1995, etc.).

- **Protections collectives** : Les protections nécessaires (garde-corps, filets, etc.) pour prévenir les chutes, tant pour le personnel que pour le public, sont à la charge de l'entreprise et incluses dans ses prix.
- **Coordonnateur SPS** : Conformément au Décret n°94-1156 du 26/12/1994, un Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) est nommé.
- **Manutention et levage** : Une attention particulière est requise lors des opérations de manutention et de levage afin de garantir la sécurité du personnel et des tiers.
- **P.P.S.P.S.** : L'entreprise fournit un P.P.S.P.S. mentionnant les risques propres à son intervention et les mesures préventives mises en place.

8.8 Encadrement

En complément du conducteur de travaux, l'entreprise devra garantir la présence permanente sur site d'un interlocuteur "réfèrent" sur le chantier (chef de chantier/chef d'équipe). Outre sa fonction d'encadrement, il sera l'interlocuteur sur site permettant la communication de consignes aux équipes. Ses coordonnées téléphoniques devront être transmises en début d'intervention à la maîtrise d'œuvre. Il devra être en mesure de mettre en œuvre immédiatement les directives visant à pallier des situations "à risques" ou pouvant générer des désordres, désagréments pour les utilisateurs notamment. (Pb de bruit, fermeture/ouverture de locaux, coupure électrique, coupure/fuite d'eau, empoussièrement,)

9 Installation de chantier

Les entreprises devront prendre en compte l'ensemble des dispositions en matière de sécurité et installations de chantier évoquées dans le PGC remis par le coordonnateur SPS.

Le PGC est remis dans les pièces du DCE

9.1 Compte PRORATA

Il n'est pas prévu la mise en place d'un compte prorata sur cette opération.

9.2 Mise en place du chantier et organisation du site

Démarrage des travaux

Avant le début des opérations, l'entreprise doit installer toutes les protections et signalisations nécessaires (clôtures, balisage, etc.) pour la sécurité des usagers et du personnel.

- En site occupé : il convient de convenir avec le responsable de l'établissement des modalités d'intervention (horaires, accès, éventuelle présence du public...)

Fermeture et sécurisation quotidiennes

Chaque jour, l'entreprise s'assure de la bonne fermeture et du balisage des zones de travaux, en particulier lors de déposes, démolitions ou interventions sur des menuiseries extérieures.

- Les dispositifs de protection de l'existant (écrans, bâches, panneaux, etc.) et l'évacuation des matériaux doivent être organisés sans perturber la circulation des personnes ni dégrader l'ouvrage.
- Avant toute intervention, il appartient à l'entrepreneur de neutraliser les réseaux (eau, électricité, gaz, EU, etc.) si nécessaire, afin de garantir la sécurité du chantier.

Zone de stockage

Une zone de stockage clôturée pour les matériaux sera définie d'un commun accord avec la Maîtrise d'Ouvrage (MOA) et le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS). L'entrepreneur prendra les dispositions nécessaires pour assurer des conditions climatiques adaptées à la bonne exécution des travaux (chauffage, ventilation) sans incidence financière supplémentaire, afin de respecter le planning convenu.

9.3 Panneau de chantier

L'entreprise titulaire du **lot 02** devra la mise en œuvre d'un panneau de chantier fixé soit sur le grillage à proximité de l'entrée principale soit sur un support. Le BAT devra être validé par le MOE. Le panneau aura une dimension de 4m x 3 m.

La prestation comprendra la maintenance tout au long du chantier et le démontage du panneau en fin de chantier.

Le panneau devra respecter la charte graphique de **l'Université**.

Règles d'affichage

L'entreprise installe et entretient le panneau de chantier conformément aux articles R.424-15 et A.424-16 du Code de l'Urbanisme, indiquant :

- Les caractéristiques de l'opération.
- Les informations administratives (références, permis, etc.).
- Dimensions minimales : 80 cm (largeur) x 120 cm (hauteur).

Fourniture, installation et entretien

- Le panneau doit être visible depuis la voie publique, selon l'emplacement validé par le Maître d'Ouvrage.
- L'entreprise doit le maintenir en bon état, la mise à jour en cas de modifications (avenants, changements d'intervenants...) et le remplace rapidement en cas de détérioration ou de perte.

Et ceux sans frais supplémentaire

Dépose et gestion des déchets

À la fin du chantier, l'entreprise enlève le panneau de chantier et le transporte en décharge, à ses frais.

9.4 Constat d'huissier

Il n'est pas prévu la réalisation d'un constat d'huissier dans le cadre de cette opération. Toutefois, il sera demandé aux entreprises de procéder à un constat visuel avant démarrage de leurs interventions de manière à identifier des dégradations déjà présentes. Dans ce cas, un reportage photographique sera transmis aux MOA et MOE.

État des lieux préalable et final

Il est procédé à un état des lieux avant et après la réalisation des travaux, en présence du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du titulaire du lot concerné.

- Les dommages identifiés après ce constat seront réputés imputables à l'entreprise responsable.

Constat spécifique

L'entreprise fait établir, à ses frais, un constat contradictoire par un huissier assermenté sur :

- L'état de support existant, accès aux bâtiment, voiries existantes, trottoirs, réseaux, etc.
- Le constat se réalise dès la notification de l'Ordre de Service (O.S.) pour commencer les travaux. Un exemplaire du constat sera remis à la MOA.

9.5 Taxes et frais de voirie

Démarches administratives

L'entrepreneur s'assure, auprès des Services Techniques de la Ville, de l'obtention de toutes les autorisations nécessaires (occupation du domaine public, trottoirs, etc.) pour installer son chantier (bennes, goulottes, camions...).

- Il veille aussi à la sécurité des piétons et à la propreté de la voie publique.

Occupation de la voirie

- L'occupation du trottoir peut être requise sur toute la durée du chantier (TCE).
- À la fin des travaux, l'entrepreneur doit remettre la voirie dans son état initial (réfection identique à l'existant).
- Les frais de ce type (taxes, affichages, enregistrements) sont à la charge de l'entreprise.

9.6 Échafaudages et protections

Fourniture et mise en œuvre

L'entreprise fournit et installe, à ses frais et sous sa responsabilité, tous les échafaudages et engins nécessaires à l'exécution de ses travaux, en respectant :

- Les consignes du PGC (Plan Général de Coordination),
- Les directives du Coordonnateur SPS,
- La réglementation de l'Inspection du Travail et de l'OPPBTB.

Sécurité du chantier

- Garde-corps, filets et autres équipements collectifs de protection doivent être posés, maintenus en bon état et ajustés tant que les travaux l'exigent.
- L'entrepreneur reste responsable de la sécurité sur le chantier et doit s'organiser en conséquence (stockage à l'abri des intempéries, suivi du planning malgré les conditions climatiques, etc.).

Autorisations et remise en état

- Si la pose d'échafaudages exige d'empiéter sur le domaine public ou sur des parcelles privées voisines, l'entreprise se charge d'obtenir les autorisations nécessaires.
- Les sols et supports doivent être remis en état une fois les installations déposées (comprenant le bâchage et la propreté des abords).

9.7 Qualité des matériaux

Fournitures et conformité

- Les matériaux et fournitures doivent respecter les normes en vigueur (D.T.U., normes AFNOR, etc.) et, le cas échéant, disposer d'un Avis Technique CSTB en cours de validité.
- Les justificatifs d'assurances spécifiques et de conformité (procès-verbaux d'essais, agréments, etc.) doivent être fournis au Maître d'Œuvre ou au bureau de contrôle.

Auto-contrôle et vérifications

- L'entreprise assure un autocontrôle permanent de la qualité. Tout manquement aux prescriptions peut entraîner la démolition et la reconstruction, à ses frais exclusifs.
- Les essais complémentaires ou mesures de sécurisation imposées par le Maître d'Œuvre, le bureau de contrôle ou les organismes de contrôle externes sont également à la charge de l'entreprise.

Non-conformité

- Les matériaux ou travaux ne respectant pas le C.C.T.P. ou la réglementation en vigueur seront refusés et démolis aux frais de l'entreprise.
- Les retards et coûts supplémentaires résultant de ces non-conformités ne sauraient donner lieu à indemnisation.

9.8 Nettoyage, remise en état et gestion des déchets

Nettoyage régulier

- Le chantier doit rester propre et dégagé de tous déchets tout au long des travaux, en extérieur comme en intérieur.
- L'entreprise a la charge de l'évacuation des gravats et déblais vers une décharge agréée.

Réparation des dégradations

- Toute détérioration des installations, voiries ou plateformes causée par l'entreprise doit être remise en état à ses frais.
- Si un compte prorata est prévu (bennes communes, eau, électricité...), l'organisation et la répartition des coûts doivent être clairement définies en amont.

Fin de chantier

- L'entreprise veille à la réparation définitive des ouvrages ayant subi des dégradations et à la propreté globale du site, bennes incluses.
- Les infrastructures et espaces publics (trottoirs, routes) doivent être restitués dans un état identique à l'existant.

Avant le démarrage de son intervention, l'entreprise procédera à la mise en place de protections adaptées et servant pour toute la durée du chantier (en particulier au droit des interventions sur escaliers)

En particulier, seront protégé

- Les sols depuis le point d'entrée défini comme étant l'accès chantier
- Les ouvertures situées sur le cheminement chantier

La prestation comprendra la mise en place d'un polyane de protection assurant un minimum de confinement entre la zone chantier et l'espace ouvert

En fin de chantier, l'entreprise procédera à la dépose des protections et à leur évacuation.

Un nettoyage fin sera réalisé en fin de chantier (ou en fin de tâche) afin de rendre le local dans l'état de propreté initial.

10 Dossier des ouvrages exécutés

L'entreprise devra fournir avant la réception définitive l'ensemble du dossier des ouvrages exécutés (y compris plans de recollement conformes à la charte graphique du département, fiches techniques du matériel...). L'entreprise devra la mise à jour des schémas électriques et SSI au droit des installations ayant fait l'objet de modifications dans le cadre de leur marché.

Les documents seront remis au format numérique + une version papier

11 Amiante - Plomb

Le Maître d'Ouvrage communique le dossier diagnostic amiante avant travaux (DAAT) à toute personne ou entreprise appelée à intervenir dans le bâtiment et conserver une attestation écrite de cette information, conformément aux dispositions de l'Article R1334-28 du code de la Santé Publique. En cas de présence de matériaux amiantés, l'entrepreneur peut ainsi prendre les mesures de protection individuelles et collectives nécessaires.

Le Maître d'Ouvrage a procédé conformément à la réglementation à une recherche des matériaux amiantés dans le cadre d'un document amiante avant travaux.

Les diagnostic **amianté bâtiments** fournis dans le cadre de la présente consultation sont :

- UNIVTOURS_20240513_DAT_09 - 4 Rue des Ursulines - Bâtiment Sainte Marie - A-Tvx(Neg)
- UNIVTOURS_20240513_DAT_08 - 8 Rue FROMONT - Bâtiment Annexe - A-Tvx(Neg)
- UNIVTOURS_20240513_DAT_07 - 8 Rue FROMONT - Bâtiment Principal - A-Tvx(**POSITIF**)
- UNIVTOURS_20240513_DAT_05 - 59 Rue Néricault Destouches - Bâtiment RAPIN - A-Tvx(Neg)
- UNIVTOURS_20240513_DAT_04 - 59 Rue Néricault Destouches - Bâtiment Principal - A-Tvx(Neg)
- UNIVTOURS_20240513_DAT_03 - 3 Rue des Tanneurs - Bâtiment D - A-Tvx(**POSITIF**)
- UNIVTOURS_20240513_DAT_01 - 3 Rue des Tanneurs - Bâtiment C - A-Tvx(**POSITIF**)
- UNIVTOURS_20240513_DAT - 3 Rue des Tanneurs - Bâtiment A - A-Tvx(neg)

L'analyse des DAAT montre que certaines zones d'intervention sont concernées par la présence d'amianté

Les diagnostic **amianté enrobés** fournis dans le cadre de la présente consultation sont :

- UNIVTOURS_20240513_CAROT_01 - 8 Rue FROMONT - Bâtiment Annexe – Carottage
- UNIVTOURS_20240513_CAROT_01 - 8 Rue FROMONT - Bâtiment Annexe - Carottage(neg)
- UNIVTOURS_20240513_CAROT - 3 Rue des Tanneurs - Bâtiment C – Carottage
- UNIVTOURS_20240513_CAROT - 3 Rue des Tanneurs - Bâtiment C - Carottage(Neg)

Les diagnostic **plomb** fournis dans le cadre de la présente consultation sont :

- UNIVTOURS_20240513_DAT_09 - 4 Rue des Ursulines - Bâtiment Sainte Marie - Pb-Tvx(Neg)
- UNIVTOURS_20240513_DAT_07 - 8 Rue FROMONT - Bâtiment Principal - Pb-Tvx(Neg)
- UNIVTOURS_20240513_DAT_05 - 59 Rue Néricault Destouches - Bâtiment RAPIN - Pb-Tvx(**POSITIF**)
- UNIVTOURS_20240513_DAT_04 - 59 Rue Néricault Destouches - Bâtiment Principal - Pb-Tvx(**POSITIF**)
- UNIVTOURS_20240513_DAT_03 - 3 Rue des Tanneurs - Bâtiment D - Pb-Tvx(Neg)
- UNIVTOURS_20240513_DAT_01 - 3 Rue des Tanneurs - Bâtiment C - Pb-Tvx
- UNIVTOURS_20240513_DAT - 3 Rue des Tanneurs - Bâtiment A - Pb-Tvx(neg)

L'analyse des DAAT montre que certaines zones d'intervention sont concernées par la présence d'amianté et / ou de plomb.

Si, à l'occasion des études préalables, l'entrepreneur identifie la présence de matériaux amiantés, non répertoriés dans le dossier technique " Amiante ", il est tenu d'en informer immédiatement le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre.

Le cas échéant, l'entrepreneur détaille dans le cadre de son offre les mesures prises relatives à ces matériaux et identifie dans son offre le montant résultant de l'adaptation de sa méthodologie et des éventuels surcoûts liés à la protection de ses intervenants et des usagers.

Si, durant les phases travaux, l'entrepreneur découvre ou suspecte la présence de matériaux amiantés, il est tenu d'en informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, et d'arrêter immédiatement toute intervention sur l'équipement.

Le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre convoque l'entrepreneur pour étudier les conditions de la poursuite des travaux.

12 Réseaux enterrés

Dans le cadre des travaux, des interventions sont à prévoir en extérieur du bâtiment. Les entreprises prendront connaissance des documents transmis par le MOA fournis dans les pièces du DCE.

En complément, les entreprises doivent se référer :

Textes réglementaires :

- Code de l'environnement (articles R. 554-1 à R. 554-38)
- Arrêté du 15 février 2012 modifié relatif à l'exécution de travaux à proximité des réseaux
- Norme NF S70-003 (parties 1 à 4) relative aux travaux à proximité des réseaux
- Décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 (réforme anti-endommagement ou "DT-DICT")
- Guide d'application de la réglementation anti-endommagement

L'entrepreneur en charge des travaux doit obligatoirement :

- Consulter le guichet unique (www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr)
- Émettre les Déclarations de projet de Travaux (DT) en phase conception
- Émettre les Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) avant exécution
- Respecter les délais réglementaires (9 jours pour les DICT, hors jours fériés)

Marquage-piquetage

Le marquage-piquetage sera réalisé avant démarrage des travaux

Il sera maintenu visible pendant toute la durée du chantier

Un procès-verbal de marquage-piquetage sera établi contradictoirement

Précautions générales

Maintenir sur le chantier les récépissés de DT-DICT et les plans des réseaux

Informez tout le personnel des risques liés aux réseaux enterrés

Respecter les consignes particulières émises par chaque exploitant de réseau

Appliquer les techniques adaptées dans les zones de précaution

Zones de précaution

Définir pour chaque type de réseau :

- Zone d'approche avec précaution renforcée : 1 à 2 mètres autour des réseaux
- Zone d'intervention à l'aide d'outils manuels ou techniques douces : 0,5 à 1 mètre
- Procédure d'arrêt de travaux en cas de découverte fortuite de réseau

Techniques de travaux adaptées

- Techniques sans tranchée (forage dirigé, fonçage, microtunnelier) : précautions spécifiques
- Techniques douces pour la mise à nu des réseaux (aspiration, lavage à l'eau sous pression)
- Prescription de l'utilisation d'engins de terrassement adaptés
- Interdiction de l'utilisation d'engins lourds à proximité immédiate des réseaux

Procédures en cas d'incident

Conduite à tenir en cas d'endommagement

- Arrêt immédiat des travaux
- Sécurisation de la zone
- Alerte des services d'urgence concernés (pompiers, GRDF, Enedis, etc.)
- Numéros d'urgence à afficher sur le chantier

Signalement des dommages

- Établissement d'un constat contradictoire
- Déclaration obligatoire au guichet unique (formulaire Cerfa)
- Information immédiate du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage

Compétences et formation du personnel

- Obligation d'AIPR (Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux) pour :
 - L'encadrant supervisant les travaux
 - Le concepteur du projet
 - L'opérateur conduisant les engins

Vérification des attestations de compétence avant démarrage du chantier

Exigences en matière de traçabilité et documentation

- Tenue d'un journal de chantier mentionnant les opérations liées aux réseaux
- Photographies avant remblaiement des réseaux mis à nu
- Géoréférencement en classe A des réseaux découverts ou modifiés
- Transmission des plans de récolement au format numérique

13 Contrôle technique

Le RICT est fourni aux entreprises dans le cadre du DCE.

Les entreprises prendront connaissance de ce document dans le cadre de la présente consultation et s'attacheront à lever l'ensemble des avis suspendus durant la période de préparation. Notamment les avis nécessitant l'envoi d'éléments tels que les fiches produits, avis techniques ou plans d'exécutions.